Le Maire de la Commune (*ou le Président*) de …………. ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

***Pour les éducateurs de jeunes enfants :***

**Vu le décret n° 2017-902 du 09 mai 2017 modifié portant statut particulier du cadre d’emplois des Educateurs territoriaux de jeunes enfants,**

**Vu le décret n° 2017-905 du 09 mai 2017 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux Educateurs territoriaux de jeunes enfants,**

**Pour les assistants socio-éducatifs :**

**Vu le décret n° 2017-901 du 09 mai 2017 modifié portant statut particulier du cadre d’emplois des Assistants territoriaux socio-éducatifs,**

**Vu le décret n° 2017-904 du 09 mai 2017 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux Assistants territoriaux socio-éducatifs,**

Vu l’arrêté en date du …………., à effet du …………., fixant la dernière situation de M. (*Mme*) …………., (*grade*) …………. ;

Considérant qu’au 1er février 2019, M. (*Mme*) est …………., (*grade*) …………., au ………….ème échelon, Indice Brut …………., Indice Majoré …………., avec une ancienneté conservée de …………. (*ou sans ancienneté conservée*) ;

Considérant qu’il convient d’intégrer M. (*Mme*) …………. dans le nouveau cadre d’emploi de catégorie A des …………., au grade de …………. conformément au tableau de l’article …………. du décret n° …………. précité.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

A compter du …………., M. (*Mme*) …………. est intégré dans le nouveau cadre d’emplois de catégorie A des …………., au ………….ème échelon du grade de …………., Indice Brut …………., Indice Majoré …………., avec une ancienneté conservée de …………. (*ou sans ancienneté conservée*).

**ARTICLE 2 :**

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(*e*). Une copie sera adressée au comptable de la collectivité ainsi qu’au Président du Centre de gestion des Bouches-du-Rhône.

Fait à …………., le ………….,

Le Maire (*ou le Président*),

Le Maire *(ou le Président),*

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le ………….

Signature de l’agent :